

Arts textiles



Une famille de bonhomme brindille promène leur chien au parc. Cette pièce de Nora et Lucy Swan fait partie d'une exposition sur le textile proposée par l'organisme Yellowknife Artist Run COMMunity Center (YkArcc). (Crédit photo : Maxence Jaillet)

Admissions scolaires

La CSFTNO prend acte de la volteface de la ministre

La commission scolaire estime avoir réussi à imposer l'enjeu francophone dans la campagne électorale.

Batiste Foisy

La Commission scolaire francophone des TNO (CSFTNO) se dit étonnée de la volteface de la ministre sortante de l'Éducation, Caroline Cochrane, qui promet, si elle est réélue, de consulter la population franco-ténoise sur la question des admissions de non-ayants droit dans les écoles de langue française et de se plier à la volonté exprimée dans ces consultations.

Mme Cochrane, qui sollicite un second mandat dans la circonscription de Range Lake, a tendu cette branche d'olivier aux électeurs francophones dans les réponses fournies à un questionnaire soumis à tous les candidats aux élections territoriales à l'initiative de L'Aquilon, de Radio Taïga et d'ICI Grand Nord. Les réponses détaillées de tous les candidats sont publiées dans ce numéro de L'Aquilon (voir le questionnaire en pages 3 à 7).

« C'est effectivement un changement de ton, commente le président de la CSFTNO, Simon Cloutier. Je ne m'attendais pas personnellement à ce que la ministre dise cela durant la campagne électorale. »

Cependant, M. Cloutier considère que même avec cette nouvelle approche

conciliante, la ministre sortante continue de se méprendre sur l'enjeu et la position défendue par la commission scolaire.

« Ce que je crois comprendre de la réponse [fournie par Mme Cochrane au questionnaire des médias francophones], c'est qu'encore une fois le ministère et la ministre pensent que le but de la commission scolaire, c'est d'accueillir n'importe quel non-ayants droit, et ce n'est pas le cas. »

La CSFTNO maintient être très sélective dans ses recommandations d'admissions d'élèves dont le profil ne correspond pas aux critères définis dans la directive ministérielle. « Ça prend des non-ayants droit et des familles de non-ayants droit qui démontrent un attachement particulier à la communauté et à la culture francophone, soutient M. Cloutier. [...] On ne demande pas un buffet ouvert comme, malheureusement, le ministère le laisse souvent entendre. »

Un enjeu électoral

Sur la question des admissions scolaires, Mme Cochrane, apparaissent isolées parmi les candidats des circonscriptions de la capitale territoriale. Un consensus se dégage, en effet, parmi

les réponses des autres candidats de la région qui ont répondu au questionnaire des médias francophones. Unaniment, ils condamnent la façon dont le ministère a appliqué la directive sur les admissions scolaires et favorisent une plus grande marge de manœuvre pour la CSFTNO.

Le député sortant de Kam Lake, Kieron Testart, propose l'abolition de la directive ministérielle. D'autres comme la députée sortante de Yellowknife Centre, Julie Green, ou le député sortant de Frame Lake, Kevin O'Reilly, ou encore la candidate dans Kam Lake Cherish Winsor suggèrent plutôt de modifier la directive pour que les admissions de non-ayants droit soient confiées à un panel sur lequel siégerait la CSFTNO.

Simon Cloutier y voit le fruit du travail de sensibilisation de la commission scolaire auprès des candidats. En début de campagne électorale, le président de la CSFTNO affirmait vouloir faire de la question des admissions scolaires un enjeu électoral. « À la commission scolaire, depuis le début de l'élection, on a fait beaucoup de démarchage politique, que ce soit moi-même ou les autres commissaires, dit-il. Nous avons fait du démarchage auprès des

candidats pour qu'ils comprennent la situation. Certains candidats nous ont également approchés de leur propre chef parce qu'ils voulaient savoir ce qui se passait. »

Simon Cloutier estime que l'annonce de nouveaux refus d'admissions à quelques jours du déclenchement des élections a, en quelque sorte, joué en la faveur de la CSFTNO qui a pu stratégiquement imposer ce thème électoral. Il entrevoit la 19e législature avec « beaucoup d'espoir », compte tenu des appuis que la CSFTNO a obtenus au cours de la campagne électorale.

Si la position de la CSFTNO obtient un écho favorable d'une grande majorité de candidats aux législatives, l'enjeu demeure néanmoins peu prégnant hors du milieu francophone. Lors du débat des candidats sur l'éducation, organisé par les trois commissions scolaires de Yellowknife, le 25 septembre, cet enjeu n'a pas du tout été soulevé, alors qu'il a beaucoup été question en revanche d'instruction en langues officielles autochtones.

#Article23

Éditorial

Maxence Jaillet

Une seule chose
à dire.

Allez voter !

L'aquilon

www.aquilon.nt.ca

direction.aquilon@northwestel.net

C.P. 456, Yellowknife,
NT, X1A 2N4
(867) 766 - 5172

Directeur et rédacteur en chef :
Maxence Jaillet

Journalistes : Denis Lord,
Nicolas Serval, Batiste Foisy

Correction : Anne-Dominique Roy

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété des Éditions franco-ténoises/*L'Aquilon* subventionnées par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur-e et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur-e. La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de l'Association de la presse francophone (APF) et applique la graphie rectifiée.

nouvelle

orthographe

APF

Association de la presse francophone

FIER

MEMBRE

Abonnement annuel Version papier 35 \$

Abonnement annuel Version PDF 30 \$

Représentation commerciale nationale :
Lignes Agates Marketing 1-866-411-7486

LA
CO
LO
NN
E

Les rhinos aux TNO

Le Parti rhinocéros du Canada présentera vraisemblablement un candidat dans la circonscription des Territoires du Nord-Ouest. En entrevue à Radio Taïga, le 26 septembre, le chef de la formation politique, Sébastien CoRhino Corriveau, a confirmé la rumeur et indiqué qu'il mettra tout en œuvre pour officialiser la candidature de Mel Leonard dans le comté avant la fin de la période de mise en candidature qui se termine le 30 septembre. Le parti satirique propose notamment de céder les terres de Yellowknife aux Dénés et de déménager la capitale territoriale sur le Grand lac des Esclaves, sur des structures flottantes

AGA de laFFT

La Fédération franco-ténoise tiendra sa 40e Assemblée générale annuelle le samedi 28 septembre 2019 au Centre du patrimoine septentrional Prince-de-Galles à Yellowknife. Un forum communautaire aura lieu de 9 h à 12 h, portant sur les relations francophones-autochtones et de l'avenir de la francophonie aux Territoires, suivis d'un dîner. L'assemblée générale se déroulera de 13 h 15 à 15 h 15, suivit d'une réception de 16 h à 20 h et la remise du prix Jeanne-Dubé. N'oubliez pas de vous inscrire en ligne pour l'occasion sur le site web de la FFT, www.federationfrancotenoise.com.

Collaborateur-riche
de cette semaine :

Oscar Aguirre
Séréna Jenna



Élections territoriales

Questionnaire des médias francophones

L'Aquilon, Radio Taïga et Société Radio-Canada posent quatre questions aux candidats.

Les médias francophones des Territoires collaborent durant ces élections territoriales. Avant et pendant le jour du scrutin. Les salles de nouvelles de *L'Aquilon*, Radio Taïga et celle d'ICI Grand Nord rapportent les enjeux qui dynamisent ces élections législatives. Les médias francophones des TNO ont préparé conjointement ce questionnaire bilingue, lequel a été envoyé à chaque candidat le 9 septembre.

Un rappel a été envoyé à tous les candidats, le 22 septembre. Les candidats étaient encouragés à répondre en français, mais les médias francophones s'engageaient à traduire les réponses obtenues en anglais avant de les diffuser. Les cinq prochaines pages rapportent les réponses des candidats par ordre alphabétique de circonscription. Au total 18 candidats ont répondu.

Question 1

Quelle industrie devrait remplacer l'industrie du diamant et de quelle manière?

Question 2

Le gouvernement des TNO. et la Commission scolaire francophone ne s'entendent pas quant à la question des admissions à l'école en français langue première. Ce désaccord les a menés devant les tribunaux à quelques reprises. À votre avis, à qui devrait incomber la responsabilité de déterminer qui est admissible à l'éducation en français langue première et pourquoi?

Question 3

Dans la mise en place d'un gouvernement territorial postdévolution, quelle législation héritée du fédéral devrait être immédiatement mise à jour pour lui conférer un aspect nordique?

Question 4

Quelle implication, le GTNO devrait-il entreprendre pour conclure les ententes de revendications territoriales autochtones en litige?

Question 1

Nous devons diversifier l'économie en investissant dans différents secteurs comme le tourisme, les énergies renouvelables, l'université polytechnique des TNO et les arts et la culture. C'est un problème de penser qu'une seule industrie sauvera notre l'économie. Nous pouvons diversifier nos activités. Il faut pour le tourisme un nouveau centre d'accueil des visiteurs pour mieux soutenir les exploitants locaux et pour maintenir notre marque et notre réputation. Pour l'énergie renouvelable, nous avons besoin de chauffage au bois, de petites centrales hydroélectriques, éoliennes et solaires pour aider les collectivités à devenir plus autonomes et à réduire le cout de la vie. L'université polytechnique des TNO permettra de travailler en recherche et développement et de nous concentrer sur des questions importantes pour nous et le monde circumpolaire. Nous avons des d'artistes talentueux et nous devons les aider à commercialiser leurs créations et créer plus d'emplois dans ce secteur en croissance.

Question 2

Frame Lake - Kevin O'Reilly
La CSFTNO est la mieux placée pour connaître les besoins et la capacité de ses élèves et de ses écoles à répondre à leurs besoins éducatifs. L'assimilation demeure très élevée et constitue en fait la plus grande menace à la perte de la langue française aux TNO. D'ailleurs, de nombreux enfants ayants droit ne maitrisent pas la langue. La CSFTNO est également la mieux placée pour décider quels non-ayants droit devraient être admis selon ses propres critères. Le Yukon a un processus beaucoup plus ouvert qui donne à sa commission scolaire francophone plus de pouvoir. Les ressources consacrées au règlement des droits relatifs au français langue première devant les tribunaux devraient plutôt être orientées vers la révision des directives ministérielles sur l'enseignement du français langue première.

Question 3

Des modifications ont été apportées à certaines des lois « miroir » de l'après-dévolution, notamment en ce qui concerne le pétrole et le gaz, les droits miniers, les terres publiques et certaines questions connexes relevant du GTNO, comme les zones protégées et les droits environnementaux. Les travaux législatifs sont à poursuivre pour : les eaux, la foresterie, la qualité de l'air, la protection de l'environnement et les ressources patrimoniales. Le plus important de ces domaines est probablement l'eau. Certains travaux ont débuté lors de la dernière Assemblée, période où le GTNO a travaillé avec les gouvernements autochtones et les conseils de cogestion sur la *Loi sur les eaux*. Il faut fournir des ressources adéquates et des échéanciers clairs pour une approche plus collaborative à la corédaction de la législation modifiée sur l'eau. La participation de tous les gouvernements autochtones et des conseils de cogestion pertinents sera essentielle.

Question 4

Pendant la 18^e Assemblée, le Cabinet a réduit le personnel et les ressources disponibles pour les négociations, ce à quoi je me suis opposé. J'ai régulièrement mis en doute l'absence de progrès dans les négociations. Il faudra adopter une nouvelle approche plus souple dans les négociations avec des ressources suffisantes pour garantir la conclusion de tous les accords en souffrance. La Politique de reconnaissance et de réconciliation des droits pour la négociation de traités en Colombie-Britannique est une bonne approche qui pourrait servir de modèle aux TNO. Le GTNO doit réviser ses mandats de négociation pour reconnaître le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale, le titre d'autochtone, et un nombre important de terres pour la propriété et le contrôle autochtones. Le Canada doit apporter des changements semblables. Il faut des ressources adéquates dans le cadre du budget, des rapports clairs sur les progrès réalisés et des mesures pour assurer le succès.

L'exploitation des ressources naturelles compte pour plus de 30 % de notre PIB, nous devons stimuler le secteur minier et l'exploration minière pour assurer notre prospérité économique. Il est irréaliste de changer immédiatement nos sources de revenus. Alors que nous remodelons ce secteur, nous devrions parallèlement planifier l'établissement d'une économie plus durable pour réduire notre dépendance au secteur imprévisible des ressources naturelles. Il faut : faire croire l'agriculture nordique avec le financement de projets d'élevage et de production maraîchère; investir dans l'économie du savoir en créant une université de calibre mondial, chef de file en recherche sur les changements climatiques et le pergélisol; s'attarder au secteur de la réhabilitation des sites miniers; tirer le maximum du projet de la Mine Giant afin que les entreprises autochtones et ténoises forment la main-d'œuvre pour les travaux d'assainissement. Si aucune nouvelle mine n'ouvre ses portes, les Ténois pourront assainir et réhabiliter celles qui sont là.

Great Slave - Katrina Nokleby

Je crois que la commission scolaire doit être considérée comme un arbitre équitable des critères d'admission à l'école de langue française et de ceux qui y correspondent. De ce que j'en comprends, les couts additionnels associés à l'instruction dans ces écoles sont pris en charge par le gouvernement fédéral, alors j'ai de la misère à comprendre l'intérêt du GTNO à s'immiscer dans ces décisions. J'appuie l'idée d'habiliter la commission scolaire à prendre elle-même ses décisions.

À ce point-ci, je ne crois pas posséder les connaissances nécessaires dans ce domaine pour déterminer quels changements je voudrais apporter. Je sais qu'il a été question du système d'évaluation environnementale et de son transfert du fédéral vers le GTNO. Cependant puisque les différents offices règlementaires sont tributaires des ententes de revendications territoriales, je ne crois pas que cela serait approprié. D'un autre côté, nous devons nous assurer que le GTNO est impliqué dans le processus et qu'il épaula les investisseurs qui naviguent dans ce système réglementaire.

Nous avons tous un rôle à jouer là-dedans, tant le gouvernement fédéral, que le GTNO et les organisations autochtones. Le GTNO ne devrait pas être un frein vers l'établissement d'un territoire plus sain. Or, il semble qu'en ce moment le GTNO est, en effet, un tel frein. Cela signifie que nous devons éli-re des députés qui ont à cœur de régler ces dossiers et qui agiront en partenaires dans le processus. Nous devons travailler ensemble. Une approche concertée nous permet d'obtenir de meilleurs résultats lorsque les ministères et les gouvernements autochtones doivent œuvrer de concert, notamment dans le domaine des services de protection de l'enfance et des familles où une approche adaptée à la culture des familles serait plus appropriée que le système actuel.

Great Slave - Patrick Scott

Ma position est simple. Je ne pense pas que le GTNO devrait bloquer une décision prise par la commission scolaire. Le gouvernement territorial doit respecter les décisions du conseil d'administration et les besoins de la famille. Je sais que cela aurait des répercussions sur le financement de l'école francophone et du ou des districts scolaires de Yellowknife. La réponse appropriée est de prendre une décision en se basant sur « ce qui est dans l'intérêt supérieur de l'enfant ». Cet intérêt, j'ai l'impression que la famille l'a clairement exprimé.

Les initiatives postdévolution doivent se fonder sur des législations et des politiques qui reflètent les réalités sociales, culturelles et politiques des TNO. Cela signifie qu'il faut honorer et respecter les droits des autochtones. Cela signifie une approche inclusive et un esprit de collaboration. Nous obtiendrons du succès en travaillant efficacement de concert.

Le règlement des revendications territoriales en litige demande un changement de certaines politiques de négociation du GTNO. L'approche du GTNO à la table de négociation doit inclure un désir plus sincère de collaboration. Cela implique de la cogestion et un processus décisionnel ne relevant pas uniquement du ministre. Le GTNO doit amender les mandats de négociation pour permettre des règlements plus positifs et diligents.

Il n'y a pas de mines en exploitation qui devraient être prêtes pour la production d'ici la fermeture de la mine Diavik. Les progrès de nouveaux projets de collaboration avec les gouvernements autochtones, écologiquement sains, demeurent lents. Il faut diversifier l'économie tout en allant de l'avant avec une exploitation minière responsable. Nous devons assurer l'avenir à long terme de nos petits-enfants tout en assurant la stabilité économique des familles dès maintenant. Le plan d'aménagement du territoire Deh Cho est retardé par le gouvernement depuis 2006, après son approbation par le DFN et son rejet par le gouvernement. L'énergie renouvelable est une industrie qui pourrait prendre de l'expansion si davantage d'investissements étaient faits. Les génératrices éoliennes, solaires et l'hydroélectricité réduisent notre empreinte de carbone et permettent de fournir une énergie stable et efficace aux propriétaires de maisons et aux collectivités. Le développement d'une université polytechnique fournira une base économique entièrement nouvelle.

Kam Lake - Kieron Testart

Je crois que la directive ministérielle sur l'inscription des élèves francophones devrait être abolie et que les admissions devraient être la responsabilité exclusive de la CSFTNO. Les TNO sont la seule administration au Canada à maintenir cette directive, un artéfact de notre passé en tant que créature du gouvernement fédéral. Il n'y a aucune raison de maintenir ce niveau de contrôle sur l'inscription des francophones et le message envoyé par le GTNO est que les francophones ne sont pas les bienvenus dans la communauté. L'appel aux tribunaux coute du temps et de l'argent qu'il vaudrait mieux consacrer à l'éducation de nos enfants. Si je suis réélu, je m'efforcerais d'abolir cette directive.

J'ai eu l'occasion d'examiner de nombreux projets de loi fédéraux et de travailler en collaboration avec les ministres et les membres des comités permanents afin d'apporter des changements pour en faire des lois et des règlements « faits dans le Nord ». Certains projets de loi constituaient des améliorations, d'autres n'allaient pas assez loin. Je crois que la nouvelle loi sur les droits miniers doit être réexaminée et améliorée. Je veux aussi que la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* (LGRVM) soit transférée aux TNO afin que les résidents du Nord aient le plein contrôle de la réglementation des terres et des ressources. Enfin, j'aimerais que toutes les lois sur le pétrole et le gaz soient actualisées pour tenir compte de l'environnement post-dévolution que le gouvernement territorial ait autorité sur tous les règlements concernant le pétrole et le gaz dans les zones côtières et extracôtières des TNO.

Je crois que l'approche du GTNO à l'égard de toutes les négociations en cours sur les droits fonciers doit s'inspirer d'une relation de nation à nation qui reconnaisse davantage le droit héréditaire à l'autonomie gouvernementale et le transfert connexe des ressources et des pouvoirs. Dans ma plateforme, je m'engage à faire de nouvelles offres basées sur ces principes dans un délai de 365 jours, et ce, pour toutes les tables de négociation.

Malheureusement, il n'y a pas d'industrie qui peut avoir l'impact économique de l'industrie du diamant aux TNO. La contribution des mines de diamants au PIB des TNO, à la création d'emplois et aux revenus tirés de l'exploitation est énorme comparativement aux autres industries potentielles et existantes. Évidemment, les industries secondaires comme le tourisme, la fabrication et l'agriculture sont importantes, car elles créent une économie qui résiste aux cycles d'expansion et de ralentissement inhérents aux industries des ressources naturelles. Toutefois, la seule façon de remplacer les mines de diamants est d'attirer de nouveaux investissements pour les ressources naturelles, de développer de nouvelles mines et les industries pétrolière et gazière. Les ressources naturelles constitueront le fondement des TNO. jusqu'à ce que notre territoire atteigne sa maturité et dispose d'une assiette fiscale et d'une masse critique plus importantes pour stimuler une économie axée sur le savoir et sur les compétences.

Question 1

L’extraction du diamant est un secteur spécifique de l’industrie des ressources, et son potentiel est encore important dans le Nord. Nous devons décider que l’exploitation minière fera partie de notre avenir et joindre le geste à la parole. A mesure que nos mines de diamants commencent à fermer, les travailleurs et les entreprises de cette industrie peuvent être réorientés vers des projets d’infrastructure qui permettront à nos résidents de continuer à travailler. Le corridor d’accès traversant la province géologique des Esclaves coute un milliard de dollars, cet investissement crée une diversité dans les types d’exploitation minière. Les métaux communs qui nécessitent des routes pour être expédiés deviennent une possibilité réelle lorsque nous avons l’infrastructure en place pour stimuler le développement. En mettant l’accent sur l’action climatique et sur une industrie émergente axée sur l’écologisation de nos modes de vie, les éléments des terres rares deviendront plus attrayants.

Je crois qu’il faut accorder des contrats aux entrepreneurs du Nord pour que l’économie puisse croître et prospérer dans le Nord, et pour favoriser le perfectionnement des compétences des travailleurs. Ces entrepreneurs investissent non seulement dans l’économie locale, mais aussi dans l’ensemble de nos collectivités, car bon nombre d’entre eux sont eux-mêmes des résidents du Nord. Nous avons besoin de moyens créatifs pour améliorer le tourisme à l’extérieur des grands centres. Les résidents du Nord offrent une perspective et une expérience culturelles et traditionnelles riches et diversifiées, et le Nord présente des paysages incroyablement vierges que peu de gens ont le plaisir d’apprécier. Malheureusement, les grands centres sont les seuls endroits que bon nombre de nos touristes visitent en raison de l’industrie touristique sous-développée du Nord.

Nous devons diversifier l’économie et tirer parti des possibilités offertes par les différents secteurs. Le GTNO doit mettre davantage l’accent sur la promotion et le soutien des petites entreprises et du secteur des arts et de la culture afin de se prévaloir des possibilités offertes par le tourisme. Nous devons travailler en étroite collaboration avec le milieu des affaires, les associations et tous les ordres de gouvernement pour tirer avantage des débouchés actuels et potentiels dans ces marchés. Le secteur des ressources minérales contribue encore de façon importante à notre PIB et soutient de nombreuses familles et entreprises dans le Nord. Nos plus grandes mines ferment, mais nous avons beaucoup de potentiel inexploité. Nous avons besoin d’un plan économique stratégique à long terme élaboré avec les parties intéressées pour fournir une liste complète d’objectifs à court, à moyen et à long terme assortis de résultats mesurables et de mesures concrètes.

Nous devons continuer à explorer notre territoire, encore aujourd’hui mal connu et difficile d’accès dans certaines régions. L’exploitation minière est l’épine dorsale des Territoires du Nord-Ouest, et les petites et moyennes entreprises en sont le cœur. Nous devons travailler conjointement avec les gouvernements autochtones pour régler les revendications territoriales et, parallèlement, pour donner accès aux terres à explorer, tout en permettant le développement d’infrastructures électriques et routières. Cela créera des emplois dans les secteurs de la construction et de l’entretien, et développera le savoir-faire dans ces domaines. Alors que nous nous attendons à une récession économique dans un avenir rapproché, le moment est bien choisi pour optimiser les sommes consacrées à l’infrastructure et au renforcement du savoir-faire dans d’autres domaines traditionnels. La transformation du Collège Aurora favorisera la croissance de la connaissance économique à l’avenir. Nous devons également nous assurer que nous investissons dans notre fonction publique.

Question 2

Kam Lake - Cherish Winsor
Bien qu’elle ait été révisée en 2016, la directive ministérielle est toujours floue. Il y a trop de circonstances qui n’ont pas été officiellement prises en compte dans la politique et, conséquemment, un certain nombre de cas ont dû être renvoyés au ministre. Les politiques paternalistes qui ignorent les rôles de leadership des autres parties prenantes ne fonctionnent pas. Comme le GTNO peut déléguer le pouvoir d’admettre des non-ayants droit dans les écoles de la minorité linguistique, la politique devrait prévoir une plus grande souplesse à cet égard. Le fait de limiter l’inscription aux élèves qui ont un droit garanti par la Charte ne fait rien pour célébrer et encourager la langue et la culture francophones. J’aimerais que la directive ministérielle soit révisée pour qu’elle permette l’examen en comité des cas qui ne sont pas visés par la politique. Le comité serait composé de membres de la communauté francophone, de la CSFTNO et du GTNO.

Nahendeh - Shane Thompson
Je crois que les parents et la commission scolaire devraient être autorisés à prendre cette décision. Il s’agit de l’éducation des élèves et de la capacité de la commission scolaire d’accueillir l’élève à l’école.

Range Lake - Caroline Cochrane
Il ne faut pas répondre à cette question à la légère. Le problème est que tout enfant admis dans une école de français langue première devient automatiquement un « détenteur de droits », tout comme l’ensemble de sa famille par la suite. De plus, comment dire non à un enfant une fois qu’on commence à dire oui aux non-ayants droit? En tant que femme métisse dont la famille a de la difficulté à regagner sa langue, je ne crois pas que cette décision devrait seulement relever du ministère ou de la commission scolaire. Un sondage devrait être mené au début de la 19e Assemblée et, une fois que la communauté francophone aura eu l’occasion de s’exprimer, le ministre devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour respecter les souhaits de la population.

Kam Lake - Hughie Graham
Comme la CSFTNO a démontré dans le passé qu’elle fait preuve de diligence, je crois qu’elle devrait elle-même décider qui peut fréquenter une école de français langue première. Lorsque nécessaire, la CSFTNO devrait pouvoir demander des directives au ministre de l’Éducation.

Question 3

Techniquement, le transfert des responsabilités a eu lieu. Toutefois, nous ne l’avons pas entièrement adopté, car certaines des politiques et des lois qui auraient dû être incluses sont toujours sous l’autorité du gouvernement fédéral. La *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* en est un exemple : si cette loi était transférée au GTNO, elle nous permettrait d’exercer un plus grand contrôle, de travailler directement avec les gouvernements autochtones afin de nous assurer qu’elle fonctionne adéquatement dans le Nord.

Je crois que la *Loi sur les forêts* doit être modifiée. Cependant, elle doit impliquer davantage le gouvernement autochtone, qui doit être consulté et qui doit participer à sa rédaction et à son élaboration. Il doit veiller à ce que nous ne laissions pas la majorité des exigences dans les règlements. Nous devons être très transparents et avoir un excellent projet de loi dont les résidents du Nord seront fiers.

La *Loi sur les ressources minérales* a été adoptée à la 18^e Assemblée législative et la précision des règlements doit être prioritaire à la 19^e Assemblée pour assurer l’accès des gouvernements autochtones aux droits miniers et pour renforcer la confiance des investisseurs. Le gouvernement territorial a promis d’« évoluer » une fois la dévolution terminée et, à ce titre, toute législation renvoyant à cette loi devra être actualisée. Cela dépend toutefois des priorités définies lors de la 19^e Assemblée.

Nous devons régler la question des revendications territoriales aux Territoires du Nord-Ouest. Tout en travaillant sur ce point, nous devons continuer à collaborer avec nos partenaires autochtones et avec les industries pour fournir des terres à exploiter. Cela permettra à tous les résidents du Nord d’aller de l’avant et de prospérer.

Question 4

Les revendications territoriales autochtones sont probablement le facteur le plus important pour l’avancement de notre territoire sur les plans économique et social, et dans les relations entre les gouvernements. Plutôt que de parler d’égal à égal ou d’embrouiller la conversation avec des conflits de personnalités et avec le roulement des employés, le GTNO devrait agir pour appuyer les intérêts des groupes et des gouvernements autochtones. Cela étant dit, nous sommes sur le point d’en arriver à une entente pour les revendications des Deh Cho et des Akaitcho. J’espère que ces revendications seront réglées d’une façon qui profitera aux Dénés et qui fera progresser notre territoire.

Malheureusement, le GTNO participe au règlement des revendications territoriales autochtones en souffrance parce que le gouvernement fédéral a déjà établi qu’il fera partie du processus. Pour aller de l’avant, le GTNO doit établir des relations positives, prendre le temps d’écouter ce que les gens ont à dire et à partager. L’établissement de relations est la pierre angulaire du service, qui favorise des relations fondées sur le respect et la confiance. L’intégrité personnelle et professionnelle repose sur des relations de confiance. La confiance et le respect ne sont pas un droit; ils se gagnent. La prestation d’un service authentique aux gens ne se fait pas en paroles, en se contentant de cocher une case ou en disant que l’électeur a été consulté, alors qu’en fait cela n’a pas été fait. Le service qui priorise les individus n’est pas une approche à l’emporte-pièce, et l’intégrité personnelle et professionnelle doit en être le point de repère.

Le règlement des revendications territoriales en litige doit être priorisé afin d’aider les collectivités autochtones à posséder les ressources nécessaires pour prospérer. Pour ce faire, nous devons nous assurer d’avoir le personnel approprié pour accomplir le travail, nous concentrer sur l’établissement de relations respectueuses et de conversations constructives avec tous les intervenants, et prioriser la progression continue au cours des étapes du processus. J’appuie également l’autonomie gouvernementale et je crois que le gouvernement territorial doit être prêt à fournir toute l’aide demandée à cette fin.

Le GTNO devrait rassembler tous les partenaires, y compris le gouvernement fédéral, qui a négocié les accords territoriaux. Plutôt que de freiner les négociations, le gouvernement territorial devrait être un partenaire de poids à la table des négociations. Le GTNO doit trouver la voie à suivre pour permettre aux résidents du Nord de réellement profiter des accords.

Question 1

Idéalement, les mines de diamants seront remplacées par de nouvelles mines. Dans une économie fondée sur les ressources naturelles, rien n’est garanti. Nous devons développer des économies locales de base dans nos collectivités qui fournissent tous les produits de première nécessité – les économies locales croissantes prospèrent par elles-mêmes, puis les mines complètent ce que nous avons de bon. La fermeture des mines de diamants touche surtout la région de Yellowknife, non la circonscription de Thebacha. Le projet d’utiliser l’hydroélectricité de Thebacha pour subventionner de nouvelles mines ne doit être réalisé que si Thebacha bénéficie d’une électricité plus abordable.

Question 2

Thebacha - Don Jaque
Je ne sais pas. Je ne connais pas ce problème. Il s’agit en grande partie d’une question concernant Yellowknife et sans incidence directe sur la circonscription de Thebacha, bien que je comprenne qu’il y a des répercussions plus vastes qui touchent toutes les régions des TNO. Je serais heureux de me familiariser avec cette question, de rencontrer les dirigeants francophones pour en discuter en profondeur une fois élu député.

Question 3

Encore une fois, je ne suis pas familier avec cet enjeu.

Question 4

Sans réponse.

Thebacha - Louis Sebert

L’industrie minière demeure un élément très important de notre économie. A mesure que les mines de diamants ferment, nous devrions encourager de nouvelles possibilités d’exploitation minière. L’expansion du réseau de Talston Hydro offrirait des possibilités économiques et réduirait les émissions de gaz à effet de serre de l’industrie minière.

Les tribunaux devront probablement apporter des éclaircissements à cette question.

Nous devons actualiser la *Loi sur les forêts*. La législation territoriale actuelle, qui fait essentiellement double emploi avec la législation fédérale antérieure, doit être mise à jour.

Le règlement des revendications territoriales autochtones devrait être une priorité du prochain gouvernement. Les gouvernements autochtones devraient disposer des ressources nécessaires pour que les négociations puissent se dérouler rapidement.

Thebacha - Denise Yuhas

Une économie diversifiée qui ne dépend pas d’une seule industrie. Régler les revendications territoriales et ouvrir la province géologique des Esclaves à l’exploration. Tirer pleinement parti des avantages économiques inexploités de la liaison par fibre optique avec Inuvik. Créer une industrie de l’énergie renouvelable pour les collectivités en transition et l’industrie des combustibles fossiles, ce qui réduira également la taxe sur le carbone.

Il devrait s’agir d’un processus de collaboration et non de confrontation, comme c’est le cas actuellement.

Si la *Loi sur les langues officielles* des TNO. doit être modifiée, j’appuierais les modifications proposées dans le cadre du processus législatif.

Le GTNO joue un rôle clé dans la conclusion des négociations sur les revendications territoriales et sur l’autonomie gouvernementale. La 19^e Assemblée doit s’engager à conclure tous les accords sur les revendications territoriales et sur l’autonomie gouvernementale en souffrance et les respecter. J’insisterai auprès de l’Assemblée législative pour qu’elle l’adopte comme une priorité et qu’elle désigne des fonctionnaires du Cabinet pour s’en occuper.

Yellowknife Centre - Julie Green

Il est possible que l’exploitation minière remplace l’exploitation minière. Il y a deux mines dont les autorisations sont en attente de financement, et trois projets d’exploration avancée. J’aimerais que le GTNO investisse plus d’argent dans le Programme d’encouragement aux activités minières en raison du rendement impressionnant pour l’économie. Les investissements dans les améliorations écoénergétiques et l’énergie propre, comme les panneaux solaires, ont trois avantages : réduire les émissions de gaz à effet de serre, réduire les couts de chauffage et d’électricité et créer des emplois. Les investissements dans les services de garde d’enfants ont deux avantages : le maintien des parents sur le marché du travail et la création d’emplois. L’investissement dans l’infrastructure touristique et l’élaboration de programmes aideront les visiteurs à rester plus longtemps et à dépenser plus d’argent dans nos collectivités. La clé ici est d’accorder une plus grande part du budget de l’infrastructure à ces projets.

Je veux voir la CSFTNO travailler avec la même indépendance que les écoles catholiques de Yellowknife et YK1. Le gouvernement ne dicte pas qui peut fréquenter ces écoles. Je crois que la CSFTNO est la mieux placée pour évaluer si les élèves ont le soutien à la maison pour s’épanouir dans un milieu en français (par opposition à un milieu d’immersion française). Cette approche fonctionne dans toutes les autres administrations provinciales et territoriales. Les conseils scolaires et les administrations scolaires de district produisent des rapports à l’intention du ministère de l’Éducation sur la budgétisation, sur les effectifs et sur d’autres questions semblables, de sorte que le GTNO continue de rendre des comptes. Au Yukon, la CSFY contrôle l’admission au moyen d’un comité composé d’administrateurs. C’est le modèle qui devrait être adopté chez nous. Je crois que les poursuites judiciaires font perdre du temps, de l’argent et de la bonne volonté.

Je pense que l’approche de corédaction de la loi avec les organisations gouvernementales autochtones est la voie à suivre. Elle reconnaît les gouvernements autochtones comme partenaires dans le processus et aboutit à une législation qui répond aux besoins de toutes les parties. La 18^e Assemblée a abandonné la *Loi sur les forêts* parce que le processus de corédaction n’était pas satisfaisant pour certains gouvernements autochtones. Il est logique de continuer à travailler sur une nouvelle loi forestière et de la présenter à la 19^e Assemblée dès qu’elle sera prête. Des mesures légales devraient également être prises pour la création d’un Office de la protection de la jeunesse et la législation sur la protection des consommateurs doit être améliorée.

Il est temps que le GTNO adopte une approche fondée sur les droits dans les négociations sur les droits fonciers et l’autonomie gouvernementale. Le document directeur de cette approche est la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. La 16^e Assemblée a « reconnu et appuyé » la Déclaration, mais elle n’a pas été mise en œuvre par le GTNO dans les négociations. L’approche fondée sur les droits des peuples autochtones est aujourd’hui une pratique exemplaire et sa mise en œuvre procurera des avantages économiques dont les organisations gouvernementales autochtones (OIG) ne bénéficient pas actuellement. Les OIG veulent conclure des accords après des millions de dollars dépensés et des décennies de négociations. Ils veulent avoir la possibilité de tirer profit de la certitude du régime foncier. Le gouvernement fédéral actuel est prêt à mettre en œuvre la déclaration, mais le GTNO n’a pris aucun engagement équivalent.

Question 1

La présomption selon laquelle le Nord gravite autour d’une seule industrie à la fois a perpétué l’incapacité du GTNO d’envisager la diversification économique d’une manière significative. L’exploration est en déclin parce que les revendications territoriales n’ont pas été réglées et que les terres ont été temporairement retirées. Une fois ces questions réglées, l’exploration s’intensifiera et l’industrie minière se rétablira. Toutefois, comme il s’agit d’une industrie de ressources non renouvelables, je chercherai à stimuler le soutien dans tous les secteurs économiques, notamment la construction et les projets d’infrastructure, le tourisme, la télévision, le cinéma et la culture. Nous devons renforcer notre base d’éducation, les compétences de notre main-d’œuvre et notre capacité commerciale par la création d’une université polytechnique, et offrir un soutien accru aux entrepreneurs et à ceux qui participent à la construction des économies locales. L’université polytechnique encouragera également l’innovation et mettra l’accent sur l’économie de partage.

Question 2

Yellowknife Centre - Arlene Haché

Je pense que la réponse est évidente, mais que le GTNO passe souvent à côté de l’évidence. Les écoles de français langue première sont les mieux placées pour décider qui peut fréquenter une école de français langue première. Mes enfants sont des ayants droit qui n’ont pas eu l’occasion de fréquenter une école de français langue première à Yellowknife, parce qu’elle n’existait pas. Je ferai pression pour que les commissions scolaires et le gouvernement territorial cessent de gaspiller nos ressources éducatives dans les poursuites judiciaires.

Question 3

En tant que députée territoriale de Yellowknife Centre, j’appuierai le Cadre stratégique pour l’Arctique et le Nord parce qu’il a été élaboré conjointement avec les gouvernements, les habitants du Nord et les gouvernements et organismes autochtones. Ce cadre a le potentiel de mettre fin aux discours creux du GTNO à propos de la collaboration.

Question 4

Le GTNO adopte la position qu’il est une partie indépendante aux négociations sur l’autonomie gouvernementale et, par conséquent, qu’il devient signataire d’accords trilatéraux. J’appuie cette position, mais même si le gouvernement territorial soutient que les accords représentent les intérêts de tous les résidents des TNO, je ne suis pas d’accord sur ce point. Les données probantes montreraient plutôt qu’ils perpétuent les cadres coloniaux qui créent l’iniquité et la marginalisation des peuples autochtones aux TNO.

Yellowknife Centre - Thom Jarvis

Pierre Eliott Trudeau a dit en 1967, « L’État n’a pas sa place dans les chambres à coucher de la nation ». Le candidat Thom Jarvis dit en 2019 que l’État n’a pas sa place à la table de cuisine pour décider à quelle école les enfants iront et dans quelle langue officielle ils recevront leur éducation. Il s’agit d’une question qui concerne strictement les parents, leurs enfants et l’école. L’égalité d’accès à l’éducation est un droit fondamental. Les tribunaux de première instance se sont prononcés contre le gouvernement, un gouvernement qui dépense des sommes largement supérieures en procédures judiciaires à celles qu’il en coûterait de placer les enfants dans l’école de leur choix.

Malgré qu’il ne s’agisse pas proprement dit d’une loi fédérale dont la responsabilité a été transférée aux Territoires du Nord-Ouest, l’Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest devrait être révisée. En particulier, l’article 10.2 du Chapitre 10 « Avantage financier net » devrait être supprimé. Présentement, 100 pour cent des recettes de l’exploitation des ressources sont déduites du paiement au titre de la formule de financement des Territoires du GTNO. Lorsque des recettes de l’exploitation des ressources sont générées aux TNO, celles-ci devraient demeurer aux TNO.

Le GTNO doit être pleinement engagé dans le règlement de revendications territoriales autochtones en suspens étant donné qu’en vertu de l’Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des TNO le gouvernement du Canada a transféré au GTNO l’administration et le contrôle des terres publiques, des ressources et des droits à l’égard des eaux des Territoires du Nord-Ouest. Il s’agit d’un principe de primauté du droit, et plus encore, de représentativité. Le GTNO est le représentant démocratique issu du pouvoir législatif et qui représente l’ensemble des résidents des TNO pour le bien de tous les résidents et celui des générations futures. Un interlocuteur spécial devrait être nommé pour chaque revendication territoriale en suspens. Cet interlocuteur serait tenu de faire rapport à l’Assemblée législative sur toute question non encore résolue afin de permettre l’élaboration de solutions ou recommandations qui conduiraient par la suite à des ententes finales.

Yellowknife North - Rylund Johnson

La Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest devrait décider qui devrait être admis dans les écoles de français langue première. La directive actuelle n’est pas seulement une cause perdue d’avance devant les tribunaux, mais aussi une ingérence inutile de la part du ministre de l’Éducation.

La *Loi sur les eaux* devrait être une priorité clé de la prochaine Assemblée. J’ai commencé à travailler sur ce projet de loi alors que j’étais conseiller principal, législation et affaires juridiques au ministère de l’Environnement, et nos conseils de cogestion et l’industrie minière ont donné la priorité à l’adoption d’une loi adaptée aux réalités du Nord. Nous continuons de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu’il délègue au gouvernement territorial la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie* (LGRVM) de façon à ce que le GTNO contrôle toutes les lois qui régissent son processus règlementaire. Ensuite, nous devons veiller à ce que la *Loi sur les eaux* et la LGRVM fonctionnent bien ensemble pour aider nos comités et l’industrie à naviguer dans le régime de réglementation unique que nous avons aux TNO.

Le GTNO doit sérieusement reconsidérer toutes ses positions et éliminer les obstacles qu’il a créés à toutes les tables de négociation, en particulier dans les revendications territoriales des Deh Cho, des Akaitcho et des Métis. Nous devrions chercher à trouver des positions communes avec les gouvernements autochtones, et ensuite s’allier pour faire pression sur le prochain gouvernement fédéral afin qu’il fasse du règlement de ces revendications une priorité.

Yellowknife North - Jan Vanllillee

Dans la plupart des provinces et territoires, la décision d’admettre ou non un élève revient aux commissions scolaires. Le gouvernement territorial ne devrait pas s’occuper des détails du fonctionnement des conseils scolaires. Il devrait plutôt établir des normes de fonctionnement et s’assurer que les commissions scolaires fonctionnent conformément aux exigences nationales.

Nous devons examiner chaque projet de loi et décider collectivement de ceux qui devraient avoir la priorité. Cette décision sera prise par l’Assemblée. Tout doit être terminé et le plus tôt sera le mieux, mais la réalité est que chaque mesure législative devra être classée par ordre de priorité en fonction des engagements déjà pris par le GTNO. J’admets que je dois faire plus de recherches à ce sujet. J’ai essayé de me mettre à jour sur l’éducation, les revendications territoriales, l’autonomie gouvernementale, la santé, le transport, la culture, etc. Nous avons tous eu à répondre à un nombre écrasant de questionnaires. Je m’engage à faire en sorte que les lois pertinentes soient actualisées et qu’elles correspondent aux initiatives du GTNO.

Le GTNO devrait être un partenaire dans le règlement des revendications territoriales. Si l’équipe de négociation actuelle échoue, de nouveaux négociateurs, surtout des négociateurs autochtones qui connaissent bien l’état actuel des négociations, devront se joindre aux discussions. Les parties doivent s’asseoir à la table, à plusieurs reprises, pour parvenir à un accord. Planifier des rencontres deux à trois fois par année ne fera que prolonger le processus. Les deux parties doivent être prêtes à faire des concessions. Si les deux parties ont une entente de principe générale, son cadre devra être rédigé par les deux parties afin qu’il ne soit pas retardé de mois en mois. La coopération entre elles est essentielle. Ce manque de coopération est d’ailleurs un facteur qui explique les retards dans les négociations. Il devrait y avoir un partenariat entre le gouvernement autochtone, le GTNO et le gouvernement fédéral pour finaliser le tout.

Ce n’est pas une industrie qui remplacera l’industrie du diamant. Comme il y a encore bien des diamants dans le sol, les principales mines de diamants continueront d’explorer et de forer à la recherche de filons. Ces compagnies minières ont d’énormes infrastructures dans le Nord et il est possible qu’elles se retirent des territoires après 7 à 10 ans. Toutefois, d’autres découvertes seront faites. L’assainissement des mines est également une importante possibilité d’emploi qui s’étend sur plus de 15 ans. Nous avons de nombreuses possibilités de diversifier notre économie. Dépendre entièrement de l’industrie des ressources naturelles est une vision à court terme. Nous avons, entre autres, la culture, les arts, la pêche, l’agriculture, le tourisme, l’énergie verte, l’infrastructure, le cinéma, l’éducation (polytechnique), les routes et le logement social. Ce sont des domaines qui contribuent de manière importante à notre économie. À cet égard, ils devraient tous recevoir l’attention qu’ils méritent.

Question 1

Question 2

Question 3

Question 4

Yellowknife North - Cory Vanthuynne

L'exploitation et l'exploration minières continueront de jouer un rôle important dans l'économie des Territoires du Nord-Ouest. Le développement économique doit être soutenu par l'amélioration et le renforcement du développement des compétences sur le marché du travail, afin que les résidents puissent profiter des possibilités d'emploi actuelles et futures et se bâtir une carrière durable. Nous devons travailler ensemble pour créer les conditions propices aux investissements économiques tout en préservant les valeurs de la durabilité. Cela signifie aussi qu'il faut avoir une réponse stratégique aux changements climatiques qui reconnaît les objectifs territoriaux et nationaux en matière d'émissions, tout en tenant compte des réalités de notre géographie et du climat froid qui déterminent la consommation d'énergie et le coût de la vie dans le Nord.

Nous ne devons pas oublier que le GTNO et spécifiquement le ministre de l'Éducation sont légalement obligés de veiller à ce qu'il y ait un nombre suffisant d'élèves de français langue premiers inscrits dans les écoles francophones et à ce que la langue enseignée et parlée dans ces écoles soit véritablement le français. Cela dit, je respecte pleinement la CSFTNO, avec qui j'ai eu une relation de travail très positive. J'aimerais voir le GTNO et la CSFTNO s'unir et entamer une importante discussion sur le transfert de responsabilités supplémentaires à la commission scolaire pour avoir l'autonomie et l'autorité pour prendre les décisions clés qui auront une incidence sur leurs écoles et l'avenir de leurs enfants. La CSFTNO fait de grandes choses et a déjà démontré sa capacité à prendre de bonnes décisions stratégiques. Travaillons à lui donner plus de pouvoir décisionnel afin qu'elle puisse mieux servir la communauté francophone!

Lors de la 18^e Assemblée, j'ai présidé le Comité permanent du développement économique et de l'environnement. Je suis fier du travail que nous avons accompli dans le cadre de l'examen de nombreux projets de loi sur le transfert des responsabilités. Le Comité a examiné beaucoup de lois. Pour les examiner, nous avons travaillé avec les gouvernements autochtones, les ONG, le public et les ministres et nous avons apporté un certain nombre d'amendements pour les améliorer. Je suis heureux de dire que tous ces projets de loi ont été adoptés lors de la 18^e Assemblée, et je les considère comme une réalisation importante en tant que député. Il faudra encore travailler sur la *Loi sur les forêts*, la *Loi sur les eaux* et la *Loi sur la protection de l'environnement* à la 19^e Assemblée. Je suis persuadé que nous pourrions collaborer adéquatement pour que ces projets de loi deviennent des lois.

À l'approche de la 19^e Assemblée, le GTNO participe activement à 14 tables de négociation concernant les droits fonciers et les ententes sur l'autonomie gouvernementale. Toutes ces questions sont importantes et nécessitent une attention particulière. Les trois grands négociateurs sont le Deh Cho, l'Akaiitcho et les Métis. Ces trois régions couvrent plus de la moitié du territoire et représentent toute la moitié sud, qui est relié au reste du Canada et qui possède déjà une bonne partie de l'infrastructure clé en place. Ces accords seront essentiels au renforcement de l'économie des Territoires du Nord-Ouest. À la 19^e Assemblée, le GTNO, les gouvernements autochtones et le gouvernement fédéral doivent renouveler leur engagement à finaliser tous les accords en souffrance pour que nous puissions tous aller de l'avant en tant que territoire fier et prospère!

Yellowknife South - Caroline Wawzonek

Je crois que les TNO ont besoin de reconstruire l'exploration des ressources minérales, ce qui, je l'espère, mènera à de nouveaux projets de développement des ressources et à de nouvelles possibilités. Cela dit, je crois que le gouvernement devrait prendre des mesures pour rendre les T. N.-O. accueillants pour toutes les entreprises dans l'optique de favoriser l'innovation. Nous pouvons y parvenir en veillant à ce que les processus de réglementation soient adaptés et rationalisés, en appuyant la croissance des petites et moyennes entreprises du Nord et en continuant de chercher des occasions d'aider à la diversification, par exemple en veillant à ce que l'argent du tourisme soit dépensé autant que possible dans le Nord auprès des pourvoyeurs ou des entreprises touristiques, en appuyant les petites entreprises en démarrage et les subventions en recherche et développement.

Je ne crois pas que la décision concernant l'admission dans une école francophone devrait exclusivement être prise par le GTNO. J'ai cru comprendre que le GTNO et la commission scolaire avaient à un moment donné défini une politique de collaboration en matière d'admission, mais il semble que, pour l'une des parties, l'application de cette politique ne donne pas les résultats escomptés. Je crois qu'un groupe de travail devrait pouvoir déterminer les meilleures pratiques et élaborer un plan d'admission avant l'année scolaire 2020-2021. Une option serait de vérifier s'il est possible de transférer la prise de décision d'admission à la commission scolaire.

Je crois que les TNO devraient toujours s'efforcer d'adopter une approche axée sur le Nord en matière de droit et de politique. D'après ce que j'ai compris, la plupart des principales mesures législatives nécessaires pour mener à bien le processus de transfert des responsabilités sont achevées, bien que sans les règlements connexes, dans certains cas. Le processus de réexamen et de modification des lois et règlements sera continu.

Je crois en la reconnaissance d'une relation de nation à nation avec les gouvernements autochtones. Je crois que le fait d'accepter et d'encourager le partage du pouvoir et les partenariats est un moyen d'accroître la prospérité de tous les peuples à l'intérieur des limites géographiques des TNO.

SOIRÉE ÉLECTORALE FRANCOPHONE

Ce 1er octobre, soyez au cœur de l'action électorale, à la **Maison bleue** (5016 - 48^e Rue), dès 19 h.
Diffusion Facebook Live d'**Ici Grand Nord**, ainsi qu'à l'antenne et fil web de **Radio Taïga** dès 20 h.

Organisée conjointement
par les média francophones
des Territoires.

L'aquilon



Boissons alcoolisées
disponibles

LE 1^{ER} OCTOBRE

COMPTEZ SUR MON
EXPÉRIENCE!

**VOTEZ CORY
VANTHUYNE**

DÉPUTÉ DE YELLOWKNIFE NORTH

VOTECORYVANTHUYNE.COM

Autorisé par Michelle Demeule,
Agente officielle de Cory
Vanthuyne, 867.446.5155



Le 1^{er} octobre • VOTEZ

**JAN
VALLILLEE**

Députée

Yellowknife North

Le leadership, ça compte!




JANVALLILLEE.CA

Autorisé par Catherine Cudmore, agente officielle pour
Jan Vallillee, 444-8306



RÉ-ÉLISEZ

**Kevin
O'REILLY**

Député de
FRAME LAKE

Autorisé par Bob Wilson, agent officiel de Kevin O'Reilly, (867) 920-2929.

kevinoreillyframelake.ca | 920-2929



À vous la parole!

Propositions sur les espèces en péril des TNO

Ébauche du **Programme ténois de rétablissement du caribou de la toundra**

Ébauche du **Plan de gestion des chauves-souris des TNO**

Envoyez vos commentaires au plus tard le 1 novembre 2019

Pour en savoir plus sur ces propositions ou obtenir des copies de l'ébauche du programme de rétablissement et du plan de gestion, consultez le site Web www.nwt-species-at-risk.ca (en anglais) ou communiquez avec le Secrétariat des espèces en péril.

Veillez envoyer vos commentaires à l'adresse suivante :
 Secrétariat des espèces en péril
 C. P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9
 Tél. : 867-767-9237, poste 53214
 Téléc. : 867-873-0293
 Courriel : sara@gov.nt.ca




VERNISSAGE
Le 11 octobre à 17 h

OPENING NIGHT
October 11th at 5pm



**RadioTaïga
présente**

**Mosaïque
nordique**

18 ans de radio francophone dans le Nord
raconté par ses artisans

du 11 au 19 octobre 2019

Plongez dans une exposition multimédia unique à
L'ESPACE NACC
(Next to the YK Public Library)
 Au deuxième étage du Centre Square Mall
 à côté de la Bibliothèque de Yellowknife

Yellowknife

Toute cette clameur,
pourquoi a-t-on peur?
Le givre et la glace,
Nous sommes à notre place.
La neige et la pluie,
c'est le paradis.

La nuit et la lune,
lumière et la brume.
Quel beau village,
qui survit aux âges.
Danse des flocons
dure depuis long.

Les lumières du ciel,
les aurores si belles.
Étoiles scintillantes
et lune brillante.
Ciel bleu clair
Infini la mer.

Belle communauté;
joie, amour, fierté.
Le froid, quelle beauté.
Écris sur ce papier.
Yellowknife, mon enfance,
nous restons avec vaillance.

Séréna Jenna



Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest

Devenez membre d'un conseil

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) propose ou nomme des personnes pour siéger comme membres à divers comités et conseils.

Le GTNO est à la recherche de personnes qui souhaitent siéger au conseil d'administration des organisations suivantes :

Conseil consultatif sur la surveillance de l'environnement – Membre

Office des ressources renouvelables des Gwich'in – Membre

Organisme indépendant de surveillance environnementale – Directeur

Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie – Membre

Conseil de gestion du Fonds pour l'étude de l'environnement – Membre

Office des ressources renouvelables du Sahtú – Membre


Office des terres et des eaux des Wek'èezhii – Membre

Date limite de présentation des candidatures : le 16 octobre 2019

Pour obtenir de plus amples renseignements ou poser votre candidature, consultez notre site Web au

www.enr.gov.nt.ca/fr/conseils-de-gestion-des-ressources-naturelles.

Les expressions d'intérêt seront conservées dans les dossiers pendant deux ans.



Administration scolaire de district n° 1 de Yellowknife

Territoires du Nord-Ouest
C. P. 788
5402, 50^e Avenue
Yellowknife NT X1A 2N6
Tél. : 867-766-5058
Téléc. : 867-873-5051
stacey.scarf@yk1.nt.ca

Administration scolaire de district no 1 de Yellowknife

Enseignants suppléants

L'Administration scolaire de district no 1 de Yellowknife est à la recherche d'enseignants suppléants. Les trousse de demande peuvent être imprimées à partir de notre site Web (www.yk1.nt.ca) ou ramassées à notre bureau :

Administration scolaire de district no 1 de Yellowknife


5402, avenue Franklin

La préférence sera accordée aux postulants qui ont de l'expérience ou une formation en enseignement, ou une combinaison d'éducation postsecondaire et d'expérience connexe. Le bilinguisme anglais-français est un atout.

Les demandes incomplètes (auxquelles manquent des pièces justificatives exigées dans les documents de demande d'emploi) ne seront pas considérées.

L'original de la vérification des antécédents en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables doit porter une date comprise dans les 90 jours qui précèdent la date de présentation du dossier de candidature.

Veuillez déposer votre dossier au bureau de district, à l'attention de Stacey Scarf, directrice des ressources humaines, Administration scolaire de district no 1 de Yellowknife, ou vous pouvez l'envoyer par courriel à l'adresse stacey.scarf@yk1.nt.ca. Appelez au 867-766-5058 pour obtenir plus de renseignements.



Administration scolaire de district n° 1 de Yellowknife

Territoires du Nord-Ouest
C. P. 788
5402, 50^e Avenue
Yellowknife NT X1A 2N6
Tél. : 867-766-5058
Téléc. : 867-873-5051
stacey.scarf@yk1.nt.ca

L'Administration scolaire de district no 1 de Yellowknife sollicite les candidatures pour le poste temporaire suivant :

AIDE-ENSEIGNANT

Poste temporaire jusqu'au 26 juin 2020

École K'álemì Dene

Exigences liées au poste :

- Les candidats doivent détenir l'original valide de la vérification des antécédents en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables qui doit porter une date comprise dans les 90 jours qui précèdent la date de réception du dossier de candidature. C'est une condition d'embauche, et ce document doit être reçu avant de commencer à travailler dans une école.
- Diplôme d'études secondaires, casier judiciaire vierge, secourisme et RCR.
- Diplôme menant à la profession d'aide-enseignant ou formations équivalentes.
- Patience et expérience de travail auprès d'enfants aux comportements inattendus.
- Souplesse, facilité d'adaptation et engagement à enrichir la vie de l'école.
- Expérience du travail en équipe et solides compétences en communication.
- Expérience de travail auprès d'enfants aux besoins particuliers; ce poste peut parfois être exigeant sur le plan physique.
- Connaissance des zones de régulation (un atout).

Veuillez envoyer par courriel votre lettre de présentation, votre curriculum vitae, les noms et les adresses courriel de trois références à Stacey Scarf, directrice des ressources humaines, à l'adresse stacey.scarf@yk1.nt.ca, au plus tard le 4 octobre 2019.

Nous ne communiquerons qu'avec les candidats retenus pour une entrevue.



Le chercheur du Centre de toxicologie de l'Université de Saskatchewan, Lorne Doig, avec un échantillonneur à sédiments.

Denis Lord

« Dans n'importe quelle poignée de boue du delta de la rivière des Esclaves, il y a tout un tableau périodique d'éléments. La question est : les niveaux sont-ils ce à quoi on pourrait s'attendre naturellement, ou sont-ils au-dessus ? Nous cherchons la réponse à cette question. »

Ainsi s'exprime le docteur Lorne Doig, du Centre de toxicologie de l'Université Saskatchewan, qui concluait le 21 septembre dernier une séquence de prélèvement d'échantillons au sud de Fort Resolution.

Cette recherche s'effectue dans cadre d'un partenariat avec la Première Nation Deninu Kue, le Conseil des Métis de Fort Resolution, et le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles des Territoires du Nord-Ouest.

Ces partenaires et quelques autres, dont l'Institut de recherche Aurora, avaient déjà œuvré ensemble entre 2013 et 2016, au sein du programme SWEEP

(Slave Watershed Environmental Effects Program), à étudier la qualité de l'eau et des poissons de la rivière des Esclaves et de son delta.

Aujourd'hui, les partenaires se concentrent sur leurs milieux humides.

La baisse des crues

« Il y a des préoccupations constantes parmi les communautés le long de la rivière aux Esclaves sur les impacts cumulatifs des activités passées, présentes et futures en amont de la rivière et des changements climatiques », précise Lorne Doig, cochercheur principal du projet avec Kathleen Fordy et Shawn McKay.

Avec les changements climatiques et ces activités, par exemple, la rétention d'eau du barrage Bennett en Colombie-Britannique et le nombre de crues saisonnières, qui inondent les milieux humides, ont diminué.

Or, les crues charrient des sédiments dans les milieux humides, ils jouent un rôle dans leur constitution, du sol

Documenter les milieux humides

jusqu'aux formes de vie animale.

Et comme l'équipe de recherche anticipe qu'à l'avenir, les milieux humides se constitueront à partir des averses de neige et de pluie plutôt qu'avec l'eau de la rivière, les milieux humides sont en transformation, notamment en ce qui a trait aux métaux et aux concentrations de nutriments.

Des transformations sont l'objet des études de l'équipe codirigée par Lorne Doig, qui se penchera sur les concentrations de mercure et de 20 autres métaux, dont le cadmium, le cuivre et le plomb.

« Le mercure remonte la chaîne alimentaire du non-vivant jusqu'au poisson, note M. Doig, et est bioamplifié à chaque niveau, c'est pour ça que l'on s'en préoccupe. »

« Nous n'avons pas trouvé de contamination dans les schenaux principaux de la rivière lors nos recherches précédentes, rappelle-t-il. Maintenant nous documentons les milieux humides au chapitre des nutriments et des métaux traçables. Peut-être que la concentration de ces derniers reflète le milieu naturel, comme nous nous y attendons, mais nous n'en sommes pas encore sûrs. »

Le scientifique considère également que les recherches actuelles permettront de mieux cerner l'impact que des espèces invasives pourraient avoir sur les écosystèmes.

« Les moules se répandent au Canada, fait observer Lorne Doig. La question n'est pas de savoir si elles vont ou non entrer dans la rivière des Esclaves, mais quand ça va arriver. »

Échantillonnage

De la mi-août au 21 septembre, le docteur Doig a fait de l'échantillonnage sur le

terrain en compagnie d'un étudiant bénévole de l'Université de Saskatchewan et ainsi que de représentants de la Première Nation Deninu Ke et du Conseil des Métis de Fort Resolution.

Ils ont amassé dans un premier temps des composantes abiotiques, comme de l'eau et des sédiments, puis des algues, des invertébrés et des poissons.

« L'idée, précise Lorne Doig, est de mettre ensemble les éléments de la chaîne alimentaire pour comprendre comment les métaux traçables se retrouvent dans cette chaîne alimentaire et, en tenant compte des différents types de milieux humides, d'être capable de prédire comment les mouvements de ces métaux peuvent changer dans le futur. »

Ces changements vont également modifier la nature des nutriments dans les milieux humides; dans un second temps, les chercheurs se pencheront sur l'impact de cette modification sur la chaîne alimentaire.

Les recherches menées par les partenaires pourront alimenter le programme de surveillance mis en place au terme de l'Entente sur les eaux transfrontalières du bassin versant du fleuve Mackenzie.

Le rapport sera publié dans deux ans et demi et fera l'objet d'articles dans des revues scientifiques.

Dans le rapport du SWEEP paru en 2017, on faisait état d'une amélioration d'indicateurs de la santé des poissons par rapport à des observations datant de 2011-2012.

« Bien que les taux de contaminants aient été jugés inférieurs à ce qui est préoccupant pour la santé humaine, était-il noté, les problèmes de goût et de texture du poisson demeurent inquiétants pour les collectivités. »

Opposition à l'augmentation de niveau des lacs du Sud

Denis Lord

Au Yukon, le Comité sur le niveau de l'eau des lacs du Sud continue à s'opposer au projet d'élévation du niveau des lacs Tagish, Marsh et Bennett, communément appelés « lacs du Sud ».

Reprenant un projet datant de 2016, Énergie Yukon se lance présentement dans une tournée de consultations pour obtenir l'approbation pour ce projet.

L'augmentation du niveau de l'eau aurait lieu à l'automne et à l'hiver et permettrait de hausser la production hivernale de la centrale hydroélectrique de Whitehorse de 6,5 gigawatts/heure sans infrastructure supplémentaire – assez pour fournir de l'énergie à 500 foyers. Elle permettrait de diminuer l'utilisation de diesel et de gaz naturel liquéfié.

« Les résidents des lacs du Sud ne verraient pas l'augmentation du niveau des lacs », assure la gestionnaire des communications d'Énergie Yukon, Stephanie Cunha. Ils verraient plutôt le niveau de l'eau en vigueur à la fin de l'été se prolonger à l'automne et au début de l'hiver.

Énergie Yukon a déjà fait de la recherche sur ce projet durant les dix dernières années, notamment sur les impacts sur l'usage traditionnel des terres, sur les résidences, sur les installations sanitaires et sur la faune et la flore. La firme s'est engagée à construire une protection le long des berges des propriétés qui pourraient être touchées par l'érosion causée par les travaux.

Des consultations auront lieu en octobre avec les Premières Nations de Carcross/Tagish, des Kwanlin Dün et des Ta'an Kwäch'än, ainsi qu'à Whitehorse et à Marsh Lake. Selon Énergie Yukon, la Première Nation de Carcross/Tagish a indiqué en 2017 qu'elle appuyait le projet. Son comité consultatif n'a pas commenté la nouvelle.

Aucune évolution

Le Comité sur le niveau de l'eau des lacs du sud maintient son opposition au projet. « À notre connaissance, affirme un de ses membres, Rob Lewis, c'est la même proposition qu'en 2012. [...] Énergie Yukon propose d'atténuer cer-

tains effets sur les propriétés, cependant, les effets sur les poissons, les oiseaux et les autres animaux sont difficiles à déterminer avant coup. »

M. Lewis rappelle également que les mesures d'atténuation proposées ne s'appliquent qu'au Yukon, alors que la majeure partie du lac Tagish est située en Colombie-Britannique.

Le Comité a produit un rapport sur les consultations précédentes.

Impacts sur les oiseaux.

James Kenyon est le spécialiste yukonais de la conservation de Canards illimités Canada (CIC), un organisme engagé dans la protection des milieux humides.

« Les lacs du Sud ont de très importantes aires de rassemblement », a fait savoir à M. Kenyon. Les décharges des lacs sont les premiers secteurs à s'ouvrir au printemps et sont une des raisons pour lesquelles deux aires protégées y ont été identifiées. »

Certains jours, la décharge du lac Marsh peut recevoir jusqu'à 5 % de la

population des cygnes trompettes de la côte ouest.

CIC est préoccupé par le fait que les hauts niveaux de l'eau puissent avoir un impact sur la couverture de glace au printemps ou sur l'étendue de la végétation submergée dont se nourrit la sauvagine durant sa migration.

L'organisme a rencontré la société hydroélectrique pour lui faire part de ses préoccupations en 2011-2012, alors que le projet était à son stade initial. Au moment d'écrire ces lignes, Canards illimités Canada continue à évaluer la pertinence du projet.

La rétroaction de la consultation de cette année sera ajoutée à celles des précédentes et à la recherche et indiquera au conseil d'administration d'Énergie Yukon s'il doit ou non aller de l'avant.

Huit millions de dollars seraient nécessaires pour effectuer les travaux d'atténuation sur les berges et les propriétés touchées, un montant qui s'ajouterait aux 9 millions de dollars déjà dépensés en recherches et en consultations.



À Hay River, les candidats ont pu s'exprimer sur plusieurs sujets touchant les résidents du Deh Cho et de Hay River (Nord et Sud). Particulièrement, la gestion des pêches, la diversification de l'industrie et le contrôle des eaux face aux développements industriels du Sud ont été largement abordés. La rétention et l'embauche de professionnels de la santé, à la suite d'une pénurie estivale, ont aussi été touchées. Le mode de gouvernement et les dérives du premier ministre sortant ont été pointés du doigt puisque la consultation des communautés et l'importance d'être à l'écoute des résidents, surtout dans les petites communautés, afin d'éviter de tout centraliser autour des enjeux de Yellowknife, sont des priorités pour ces candidats. Dans le cas du Deh Cho, la dévolution a aussi été mentionnée puisqu'il y a un défi pour le

gouvernement dans sa reconnaissance et sa consultation des groupes n'ayant pas encore complété leurs revendications territoriales. À Hay River, la situation du logement, surtout depuis l'incendie du High Rise, a été mentionnée comme une urgence. Pour Wally Schumann (1^{er} à gauche), l'implication et la consultation des communautés sont primordiales. Pour RJ Simpson, l'industrie, l'implication de la jeunesse et une meilleure gestion de la politique territoriale sont des points cruciaux. Rocky Simpson fait de l'état du réseau de la santé et des services sociaux, un enjeu-clé à aborder. Pour Michael Nadli, la diversification de l'économie et la consultation des communautés sont des thèmes récurrents dans ses interventions. (Crédit photo : Édith V-R)

3 L'essor de la musique classique

Oscar Aguirre

L'évolution de la musique classique vocale et instrumentale trouve à Venise, au XVII^e siècle, un contexte socioculturel caractérisé par les activités festives de plusieurs guildes d'artistes, d'artisans et de musiciens. Les jours passent entre des mélodies instrumentales qui se glissent par les fenêtres des maisons genevoises et les chants des gondoliers qui transportent des visiteurs de toute l'Europe et de l'Asie, soit des barcaroles (composition à rythme ternaire évoquant le mouvement des vagues qui bercent les gondoles).

Le théâtre, la comédie de l'art et les carnivals inspirent les décors du premier opéra composé par Jacopo Peri, *La Dafne*, à Mantua, lieu où naît Claude Monteverdi, qui déménage ensuite à Venise pour travailler à la basilique Saint-Marc et composer la majeure partie de ses œuvres musicales. Cela motive la construction du premier édifice d'Europe dédié à la présentation des opéras, le *Teatro San Casiano* (1637). Il s'ensuit la construction des théâtres SS, Giovanni e Paolo, San Moise et Novissimo. Ces théâtres présentent des opéras d'autres compositeurs inspirés par la réussite de Claudio Monteverdi. Cela attire l'attention de nombreux visiteurs qui viennent à Venise pour vivre la magie de la ville, naviguer sur des gondoles animées par les chansons des gondoliers, entendre la musique lyrique propulsée par l'opéra, et connaître la force musicale des hospices des orphelines. Ce lieu est aussi celui où Antonio Vivaldi compose ses œuvres et dirige le plus grandiose orchestre de filles d'Europe, l'*Ospedale de la Pieta*.

Les compositions musicales d'Antonio Vivaldi font preuve de sa maîtrise des genres : cantates, sonates et opéras. C'est pourtant dans le concerto qu'il excelle. De la même manière que la polyphonie est la splendeur de la musique vocale, le concerto est la splendeur de la musique instrumentale. Ce genre de musique, né en Italie, est établi par Antonio comme une structure composée de trois mouvements pour un ou plusieurs instruments qui jouent en contraste avec d'autres instruments. Vivaldi compose des concerts pour plusieurs instruments tels que le basson, le violon, le violoncelle, le hautbois, la flute, la viole d'amour, le luth et la mandoline.

ÉQUILIBREZ votre vie. VIVEZ pleinement.

Venez travailler avec nous!

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) offre des programmes et des services à plus de 44 000 résidents répartis dans 33 collectivités à travers les Territoires du Nord-Ouest. Pour remplir cette mission, nous avons besoin d'une équipe talentueuse et diversifiée d'employés dévoués et représentatifs du public que nous servons.

Faire carrière au GTNO, c'est saisir l'occasion d'avoir un métier qui a du sens, tout en bénéficiant d'un généreux salaire et d'avantages sociaux intéressants (retraite, congés payés, assurance-maladie).

Consultez le site www.travaillezaugtno.ca dès aujourd'hui. Découvrez les dernières offres d'emploi et rejoignez notre groupe de talents afin de recevoir des avis automatiques pour les postes qui vous intéressent.

www.travaillezaugtno.ca

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

L'auteur anime *Trésor de la musique classique* à 21 h, les dimanches et mercredis sur CIVR 103,5 FM et Radiotaiga.com.

NELSON AUX TNO



PLANCHE
12

Une création de
LA LIBERTÉ

Illustrations de
Tadens Mpwene

Colorisation de
Véronique Togneri

Scénario de
L'équipe de
La Liberté

Sur une idée
originale de
Sophie Gaulin

CONSEIL JEUNESSE PROVINCIAL



Financé par le gouvernement du Canada



MOTS CROISÉS

N° 622

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

HORIZONTALEMENT

1. Hurllement.
2. Autochtone – La sienne.
3. Fève des marais – À travers.
4. Aluminium – Où l'air circule – Démonstratif.
5. Exagérément satisfait – Vanité.
6. Vallée envahie par la mer – Environ.
7. Millième partie du micromètre.
8. Petit avion sans pilote – En matière de – Supprime.
9. Actinium – Dévêtu – Coffret.

10. Gâteau rond et plat – Enlèvement.
11. Magistrat municipal – Céréale.
12. Dans – Rongeur – Venues au monde.

VERTICALEMENT

1. Errance.
2. Offrande – Ouverture en arc.
3. Unit la tête au tronc – Arrose Florence – Plante herbacée.
4. Déraisonnable.
5. Paralysé – Attrouper.
6. Perdu – Conjonction.
7. Traître – Orient.
8. Baudet – Constellation.

9. Règle – Mentionne – Poil long et rude.
10. Unité monétaire – Tempête.
11. Tenta – Nombreux.
12. Raconter – Greffés.

RÉPONSE DU N° 622

S	E	E	N	L	V	R	N	E				
E	T	O	I	S		E	L	I	D	E		
L	D	V	R	E	L	J	E	T	V	O		
N	I	R	O	E	E	N	N	O	V			
E	L	O	S	E	E	N	O	R	D			
T	E	R	L	E	W	O	N	V	N			
R	N	O	L	N	V	I	R	O				
E	W	S	I	O	O	E	L	V	E	B		
R	E	O	E	R	E	V	T	V				
R	V	D	E	N	V	O	R	N	O	O		
V	S	E	N	E	O	I	R	O	B	V		
N	O	I	L	V	E	F	I	O	A			

Horoscope

DU 29 SEPTEMBRE AU 5 OCTOBRE 2019

Signes chanceux de la semaine :
Capricorne, Verseau
et Poissons



BÉLIER (21 mars - 20 avril)
N'ayez pas peur des changements, ils ne peuvent que vous être favorables! Aussi bien à la maison qu'au travail et en amour, ce sera simplement en réajustant le tir que vous retrouverez la joie de vivre. Vous devriez aussi réussir à régler un conflit.



TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Les ententes que l'on conclut à la hâte se terminent souvent tout aussi rapidement. Alors, prenez le temps de vous parler et de mettre les choses au clair afin d'éviter un éternel recommencement. C'est en développant votre sens du détail que vous connaîtrez du succès.



GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
Au travail, il y aura une montagne de boulot sur votre bureau. Une bonne méthodologie s'impose : vous serez ainsi en mesure d'augmenter vos revenus et même d'obtenir une promotion en fin de compte. En prêchant par l'exemple, vous parviendrez à vos fins.



CANCER (22 juin - 23 juillet)
En général, une bonne estime personnelle s'acquiert avec le temps. Or, un petit exploit à l'occasion permet de se mettre en valeur et vous en réaliserez un pour lequel vous serez honoré longtemps ou, du moins, applaudi longuement. Le mot « respect » sera en lumière autour de vous.



LION (24 juillet - 23 août)
Même si l'achat d'une propriété est toujours un rêve, vous vous donnerez de nouveaux outils pour l'atteindre. La famille sera un grand soutien, aussi bien sur le plan matériel que pour un simple réconfort. Les nouveaux couples envisageront de cohabiter bientôt.



VIERGE (24 août - 23 septembre)
N'oubliez pas de vous munir d'un GPS ou des bonnes indications si vous devez vous rendre à un endroit que vous ne connaissez pas; vous éviterez de tourner en rond pendant de longues heures. Vous prendrez aussi le temps de vous gâter considérablement.



BALANCE (24 septembre - 23 octobre)
Vous trouverez une solution à toutes vos difficultés financières. Vous pourriez notamment obtenir l'emploi de vos rêves en ayant l'audace d'envoyer votre CV là où ça vous semble intéressant. Il suffit de passer à l'action pour connaître du succès.



SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
Il s'agit d'une forme de nouveau départ et vous découvrirez les outils nécessaires pour foncer tête première dans une nouvelle direction qui sera des plus passionnantes et des plus profitables côté emploi. La loi de l'attraction sera puissante pour vous.



SAGITTAIRE (23 novembre - 21 décembre)
Que ce soit au travail ou en amour, vous recevrez plusieurs propositions plus intéressantes les unes que les autres. Un peu de réflexion s'imposera avant de prendre la moindre décision. Lorsque vous êtes en bonne compagnie, vous avez une meilleure vision d'ensemble de la situation.



CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
Vous apprécierez être entouré de vos proches. Ils seront votre havre de paix. Vous bénéficierez d'une inspiration considérable pour réaliser un grand chef-d'œuvre. Vous aurez aussi beaucoup d'intuition. Toute grande réalisation a commencé par un rêve!



VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Au travail, en fournissant des efforts considérables, vous obtiendrez une promotion des plus surprenantes. Vous vous investirez dans un nouveau régime qui sera des plus positifs pour votre santé. Laissez le plaisir vous guider dans votre relation amoureuse.



POISSONS (19 février - 20 mars)
Vous serez tenté de suivre un mouvement de nature spirituelle qui vous apportera une grande richesse intérieure. Vous trouverez votre place parmi un groupe de gens particulier, à votre plus grand bonheur. Un voyage pourrait aussi s'organiser en toute spontanéité.